

ments fondamentaux d'ordre social et politique qui s'imposent dans la société et les institutions canadiennes au cours des vingt-cinq prochaines années de règne de Sa Gracieuse Majesté.

[Français]

L'honorable Jean Marchand: Honorables sénateurs, mes premiers mots seront pour féliciter mon collègue, le sénateur Frith. Je voudrais aussi, dans le même mouvement, dans la même phrase, y inclure tous les noms qu'il a mentionnés au début comme étant les personnes qui, dans cette enceinte, si vous voulez, apportent une contribution valable à tous les jours. Alors, je ne répéterai pas les noms, mais j'entérine les propos du sénateur et y souscris entièrement.

Honorables sénateurs, depuis déjà un an, probablement, à l'instar d'une foule de Canadiens, j'essaie de comprendre ce qui se passe dans le pays. Je lis à peu près tout ce qui peut s'écrire sur le Canada, sur la Constitution, sur les réformes constitutionnelles, sur la façon de refaire le pays de manière à corriger ce qui semble devoir être corrigé.

Mes collègues de la province de Québec m'excuseront sans doute pour quelques minutes si j'essaie de vous mettre au courant de ce qui s'est passé au Québec, vous placer dans la perspective de l'élection du 15 novembre 1976. Comme vous le savez, j'ai participé à cette élection. Je n'ai pas besoin de vous en donner les résultats. De toute façon, quand on a vécu l'élection comme je l'ai vécue, il est clair comme de l'eau de roche que, le 15 novembre 1976, la province de Québec n'a pas mis un parti séparatiste au pouvoir. Ce qui est arrivé, c'est qu'il y avait tellement de griefs, tellement de plaintes contre le ou les gouvernements, que ce qui semblait impqssible s'est produit.

Plusieurs d'entre vous connaissez la politique, et vous savez très bien que, lorsque l'électorat n'est pas content, c'est le premier candidat qui se montre la tête qui prend le coup; parce qu'il ne fait pas de distinction subtile entre les compétences, entre les olympiques, la politique laitière, et, en somme, entre tous les problèmes qui peuvent se poser, comme la grève dans les hôpitaux et les écoles, l'inflation, le chômage, etc., etc. Un électorat réagit massivement quand il n'est pas satisfait de la façon dont il est gouverné. Je ne dis pas que M. Bourassa était responsable de tout cela, mais je vous dis que c'est lui qui a reçu le coup. Il l'a reçu drôlement, parce qu'il a perdu plus que la moitié de sa députation, si je me souviens bien, pour n'en retenir qu'une quarantaine.

Alors, pour bien comprendre cette élection du 15 novembre, je ne vous dis pas qu'elle n'est pas importante, honorables sénateurs; c'est très important qu'un parti séparatiste ait pris le pouvoir au Québec. Le fait lui-même est lourd de conséquences. Alors, je ne veux pas le négliger. Mais, je dis que ce n'est pas là la volonté formelle du peuple. Si vous regardez la situation politique au Québec, au 15 novembre 1976, vous constaterez que le seul parti qui pouvait profiter du mécontentement des gens, c'était le Parti québécois. C'était le seul qui était organisé. Dans l'Union Nationale, il y avait M. Bellemare, qui était à peu près tout seul, et qui s'était fait élire dans une élection partielle. Les créditistes étaient également en voie de disparition. Alors, il restait quoi? Il restait le Parti québécois, qui était organisé, non seulement à l'Assemblée nationale, mais qui l'était aussi dans tous les comtés.

[Le sénateur Frith.]

Pour bien s'assurer l'appui des gens et ne pas apeurer les électeurs, il a fait une grande promesse qui pourrait s'exprimer ainsi—et ce fut une astuce de génie—messieurs, en votant pour nous, vous ne votez pas pour la séparation. Vous votez contre le gouvernement Bourassa. Après cela il y aura un référendum. Vous avez donc une foule de gens qui ont voté contre le gouvernement Bourassa et pour le gouvernement péquiste, et qui ne sont pas des péquistes du tout. Vous avez une foule d'anglophones à Montréal qui ont voté péquiste, que vous aimiez ce fait ou non, il n'en demeure pas moins fondé. La logique se tenait. Ils se sont dit: au référendum, on mettra une fin à ce mouvement-là. Seulement, il y a une chose, c'est que, lorsqu'un gouvernement arrive au pouvoir, et qu'il a un budget de 12 milliards de dollars à administrer, vous comprenez qu'il peut changer bien des choses en cours de route.

Alors, il y a, de la part du gouvernement québécois, deux promesses dont il faut se souvenir. La première, c'est qu'il y aurait un référendum sur la question de séparation. La deuxième, c'est que, entre-temps, le gouvernement du Québec se comporterait comme un bon gouvernement provincial ordinaire. Ce qu'il n'a malheureusement pas fait.

● (1440)

[Traduction]

Je ne pense pas que le gouvernement péquiste ait agi comme un gouvernement provincial normal. Je pourrais donner bien des exemples pour le démontrer. Par exemple, vous savez qu'il a même refusé de participer à une réunion où devait prendre la parole l'honorable André Ouellet, et ce dernier ne vient pas de Calgary; il vient de Charlesbourg près de Québec. Bien sûr, n'importe quel ministre provincial aurait pu se rendre à la réunion et prétendre que le gouvernement fédéral ne devrait pas intervenir dans ce domaine. C'est une question discutable. Quoi qu'il en soit, on s'est enfermé dans une attitude de refus, et non seulement à cette occasion, mais également lors de certaines conférences internationales. M. Louis O'Neil a refusé de participer à la conférence fédérale-provinciale sur les communications.

Qu'on ne vienne pas me dire qu'ils ont tenu les promesses qu'ils ont faites à la population du Québec. Je regrette, mais ils n'ont pas tenu parole. Nous pouvons maintenant lire un grand nombre d'articles intéressants dans les journaux, par exemple, les discours du sénateur Lamontagne et du sénateur Forsey. La seule chose qui m'inquiète, c'est que je n'ai jamais vu dans toute l'histoire du monde un pays qui ait pu se transformer ainsi, sans qu'il lui en coûte énormément. Il ne suffit pas de décider simplement de s'asseoir à une table et de modifier toute la situation, sauf à la suite d'une crise quelconque comme par exemple une guerre civile ou une guerre.

[Français]

Il y a un grand auteur français qui a dit:

Qu'est-ce que c'est qu'une frontière? Une frontière c'est généralement le résultat d'une guerre, ou, encore, l'expression d'un rapport de force.

C'est ça une frontière. Alors, quand on me fait des raisonnements, j'aimerais bien les comprendre, car pour moi c'est sérieux. Peut-être que j'ai tort, mais j'aimerais bien qu'on me dise clairement ce qu'est la proposition. Par exemple, lorsque le Parti québécois dit: Nous autres, nous sommes pour la souveraineté—association, bien, c'est une hypothèse qu'on fait